

# Sécu, retraites : comment sauver notre modèle social ?

Il est à la fois vital, fragile et menacé. Politiques et citoyens doivent prendre soin de ce trésor commun.

## Repères

### Qu'est-ce que le modèle social français ?

En 1945, en se fondant sur le programme du Conseil national de la Résistance, la France a bâti un modèle généreux, ambitieux, largement public. Cet investissement collectif et solidaire voulait couvrir tous les risques : maladie et vieillesse auxquelles se sont ajoutés le chômage, l'exclusion et demain, la dépendance. Ce système, obligatoire et protecteur pour tous, s'est développé régulièrement en situation de plein-emploi et de forte croissance. Les administrations de sécurité sociale représentaient environ 45 % de la dépense publique.

### L'insoluble équation des retraites.

Les Français vivent de plus en plus longtemps et ceux qui travaillent sont de moins en moins nombreux. Le financement de la retraite par répartition est donc de plus en plus mal assuré. En repoussant de deux ans l'âge légal de départ (de 60 à 62 ans), la réforme de 2010 permet au mieux de réduire à 9 milliards le déficit du régime général des retraites en 2020 et à 50 milliards en 2050. Insuffisant. Pour que le système actuel soit équilibré en 2050, il faut soit une hausse

des ressources (impôts ou cotisations sociales) de 9,8 points, soit une baisse du montant des pensions de 36 %, soit un report de l'âge effectif moyen de départ à la retraite de près de huit ans.

### La santé, géant aux pieds d'argile.

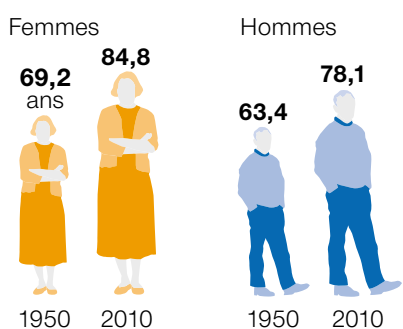
Reconnue comme ayant le meilleur système de santé au monde par l'Organisation mondiale de la santé en l'an 2000, la France était en tête de l'Europe en 2006. Elle a rétrogradé à la septième place en 2010. La part de la richesse nationale consacrée aux dépenses de soins (CSBM) est passée de 2,5 %, en 1950, à 8,8 % en 2005 et 9,2 % en 2009.

Les professions de santé recensent près d'un million de professionnels dont 207 000 médecins. La plupart des structures publiques de soins et leurs personnels – tout particulièrement les services des urgences – sont ébranlés par la baisse de leurs moyens et l'inflation constante de leurs missions.

### Réformer d'urgence.

Le chantier est immense si l'on veut encore sauver la solidité du modèle qui fait partie intégrante de l'identité française : réformer l'hôpital, organiser la médecine de proximité, choisir

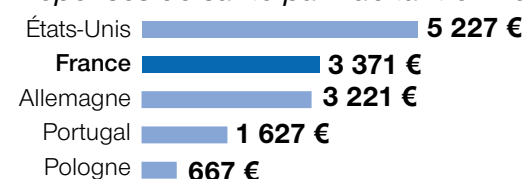
## Espérance de vie en France



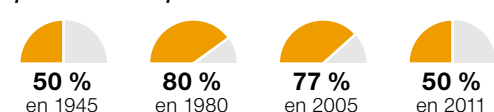
## Nombre d'actifs pour 1 retraité



## Dépenses de santé par habitant en 2008



## Taux de prise en charge de l'assurance maladie pour les dépenses courantes



Reuters

## Les propositions des candidats

**François Bayrou.** Instauration d'une retraite à points équilibrée d'ici huit ans, plus souple et prenant en charge la pénibilité. Suppression d'un âge légal de la retraite. Instauration d'une mutuelle universelle. Création d'un bouclier santé pour les personnes sortant des minima sociaux.

**François Hollande.** Du départ à la retraite à 60 ans (totalité des annuités). Réforme de la tarification de l'hôpital. Encadrement des dépassements d'honoraires. Assistance médicalisée, dans des conditions strictes, pour la fin de vie.

**Eva Joly.** Consacrer 1 % du budget de la santé à la prévention. Diminution du prix de certains médicaments et déremboursement des produits sans efficacité réelle. Départ à la retraite à 60 ans sans décote, un départ anticipé pour les métiers pénibles.

**Marine Le Pen.** Revalorisation des petites retraites grâce aux économies réalisées par la baisse de l'immigration et le retrait du « minimum vieillesse » aux étrangers. Condition d'accès à la Sécurité sociale : un an de résidence continue en France. Suppression de l'Aide médicale d'État destinée aux migrants clandestins. Retour progressif à la retraite à 60 ans.

**Jean-Luc Mélenchon.** Abrogation de la loi Bachelot et de la loi de 2003 instituant la tarification à l'activité. Rétablissement du remboursement intégral des dépenses de santé. Droit à la retraite à 60 ans à taux plein (75 % du salaire de référence), avec prise en compte de la pénibilité au travail. Aucune retraite inférieure au smic.

**Nicolas Sarkozy.** Création d'une carte vitale biométrique pour lutter contre la fraude à la Sécurité sociale. Condition de résidence (10 ans) et d'activité (5 ans) pour l'attribution du RSA et du minimum vieillesse à l'étranger.

**Les autres candidats.** Philippe Poutou veut l'accès gratuit aux soins. Corinne Lepage propose des droits à la retraite variables selon l'emploi (pénibilité, périodes de chômage...). Nathalie Arthaud reviendra à l'âge légal de 60 ans avec 37,5 annuités. Nicolas Dupont-Aignan compte financer le modèle social grâce aux recettes générées par le retour de l'activité économique. Dominique de Villepin freinera la progression des dépenses de protection sociale pour résorber le déficit de la Sécurité sociale. Jacques Cheminade plafonnera les retraites à dix fois le smic.

## Demain : l'immense chantier du logement

## « Notre système de santé se dégrade »

### Entretien

**Didier Tabuteau.** Responsable de la chaire santé à l'IEP Paris. Coauteur du Manifeste pour une santé égalitaire et solidaire (Odile Jacob, 189 pages, 12 €)



Claude Stefan

les personnes âgées sont pénalisées car les assurances complémentaires sont plus chères pour elles. Et le « désert médical » s'étend, dans les zones rurales, mais aussi dans les banlieues.

### N'est-ce pas aussi un système trop coûteux ?

Le mythe du « trou de la sécu » permet surtout de justifier la privatisation rampante du financement des soins courants. Le gaspillage, les fraudes, sont marginaux. Certes, l'organisation n'est pas toujours optimale, mais les dépenses sont surtout liées au vieillissement de la population et au progrès technique qui permet de soigner de plus en plus de maladies. Qui s'en plaindrait ?

### Quels sont vos objectifs ?

Il faut rénover le système de santé en se situant au plus près des territoires, investir massivement pour la prévention. Il faut exiger le retour à une vraie Assurance maladie équilibrable qui rembourse à tous 80 % de ses dépenses, charge aux Mutuelles de couvrir au-delà. La Santé est à la fois une solidarité civique et un investissement collectif majeur.

Recueilli par F.J.

## « Nous allons vivre des moments difficiles »

### Entretien

**Jean-Baptiste de Foucauld.** Président de Démocratie et Solidarités (1).



Claude Stefan

### Le modèle social français est-il menacé ?

Il est déjà gravement ébréché car il est miné par la double peine du chômage, qui diminue les cotisations et entraîne des dépenses d'indemnisation. Il est ainsi victime de son succès car la progression démographique et l'allongement de la vie ne sont favorables qu'en situation de plein-emploi. Il est enfin affecté par la mondialisation et le ralentissement de la productivité qui ne permettent plus d'augmenter les recettes comme avant.

### N'est-il pas trop coûteux ?

C'est un modèle dont la dépense a tendance à croître plus vite que le Produit intérieur brut. Or, la croissance ne peut plus donner autant

de fruits pour le social car nous avons trois dettes à résorber ensemble : financière, sociale et écologique. Des efforts importants ont été faits pour les retraites. C'est plus difficile dans le domaine de la santé, où les besoins explosent. Investir dans le redressement de l'emploi est indispensable. Nous allons vivre des moments difficiles.

### Comment le sauver aujourd'hui ?

La politique doit rouvrir le débat démocratique. Les organisations, trop bureaucratiques, doivent fonctionner de manière plus humaine, les individus se montrer plus solidaires avec leurs semblables et avec la planète. Chacun doit se sentir responsable en évitant les gaspillages, en refusant le travail au noir, en acceptant de payer ses impôts. La réduction des inégalités et l'engagement collectif de faire du plein-emploi de

comme l'Allemagne, se doivent de montrer l'exemple pour la construction d'un modèle social européen.

Frédérique JOURDAA.

qualité un objectif national partagé figurent parmi les trente-deux engagements du Pacte civique (1). Il se structure autour de quatre valeurs : créativité, sobriété, justice, fraternité. À gauche, à droite, au centre, nous devons nous engager tous dans ce sens.

Recueilli par F. J.

(1) Jean-Baptiste de Foucauld défend l'idée d'un pacte civique qui réunisse les citoyens autour de valeurs communes : créativité, sobriété, justice et fraternité.

**Prochaines réunions du Pacte civique** le 20 mars à Caen, le 29 mars à Nantes, en présence de Stéphane Hessel. Le 3 avril, la caravane de la Laïcité animée par Dounia Bouzar fera étape à Nantes. Renseignements : [www.pacte-civique.org](http://www.pacte-civique.org)

## 136 milliards

ans. Les dépenses d'assurance-maladie augmentent de 4,5 % par an, soit 175 milliards d'euros pour 2011.

C'est, en euros, le montant de la dette sociale de la Sécurité sociale, en déficit chronique depuis trente

Téléchargez votre entrée gratuite sur [www.vivre-habiter.fr](http://www.vivre-habiter.fr)

## L'ÉVÉNEMENT DE CE WEEK-END

**23<sup>e</sup> édition du salon VIVRE & HABITER**  
16, 17 et 18 mars 2012 à Saint-Malo  
de 10h00 à 19h00

De la cuisine à la salle de bains, du jardin à la piscine, de la recherche de son espace bien-être à la rénovation de son habitat : Rencontrez plus de 180 exposants pour donner vie à vos envies !

Retrouvez la liste complète des exposants sur [www.vivre-habiter.fr](http://www.vivre-habiter.fr)

**Et pour un Habitat à votre image**

**CONSEILS GRATUITS :**

- Espace Info Energie
- Ordre des Architectes
- Jardiniers de France

**DÉCOUVREZ LES DERNIÈRES TENDANCES :**

- Espace Jeunes Créateurs et Métiers d'Art
- Le Pôle Tendances
- Le Home Cinéma by Cinexion

**INFOS PRATIQUES**

**ESPACE DUGUAY-TROUIN, SAINT-MALO (35)**

**TARIF UNIQUE :** 5 €. Gratuit pour les moins de 18 ans.

**ACCÈS :** En voiture, suivre Saint-Malo Intra Muros, l'Espace Duguay-Trouin est situé le long des quais face au Casino Lucien Barrière et au Palais du Grand Large.

**STATIONNEMENT :** 1 800 places gratuites sur les parkings aux abords d'Intra-Muros. Plus de 400 places dans le parking souterrain (payant) Saint-Vincent à 200 mètres du salon. Bus : Lignes C1 et C2 avec le réseau Kéolis Saint-Malo-Agglomération, partenaire de Vivre & Habiter.

UN SALON ORGANISÉ PAR